

Lilian Mathieu – « D'autres mondes sont possibles. Comment lutter ensemble pour les construire ? » - Forum social du Pays Basque, Bayonne, 31 janvier 2009

L'exercice qui m'a été demandé est un peu difficile à accomplir : j'interviens au terme du Forum social basque, qui se tient depuis maintenant 7 ans et qui donc bénéficie désormais d'un bon ancrage dans la réalité militante basque, alors que je ne connais pas grand chose à cette réalité, à ses enjeux ou à ses dynamiques spécifiques. Mon point de vue est certes celui d'un observateur des forums sociaux, et plus largement du mouvement altermondialiste, mais ce point de vue s'est construit sur l'observation de forums sociaux et d'actions altermondialistes sans doute distants des préoccupations qui ont été les vôtres pendant cet après-midi de débats et de réflexions. En l'occurrence, j'ai comme sociologue des mouvements sociaux, directement travaillé sur le contre-sommet du G8 d'Evian en juin 2003, sur le Forum social européen de Paris en novembre 2003 et sur le Forum social mondial de Nairobi en 2007, tout en m'intéressant à d'autres aspects du mouvement altermondialiste (notamment sur les débuts de sa composante française et sa composante féministe) et en suivant de très près ce que mes collègues pouvaient écrire sur d'autres aspects — spécialement sur ses développements dans d'autres continents que l'Europe.

L'exercice est donc délicat à mener, mais je pense que cela était inévitable, et que même ça en fait tout l'intérêt pour moi comme — du moins je l'espère — pour vous. Cela était inévitable parce qu'une des caractéristiques propres du mouvement altermondialiste, c'est sa dimension composite, c'est-à-dire le fait qu'il est constitué d'une multiplicité d'éléments — des éléments qui sont des organisations de différents types, des mouvances idéologiques ou philosophiques disparates et parfois contradictoires, des individualités ayant chacune leur histoire et leur personnalité propres — et parce que les questions qu'il aborde ne se posent pas de la même manière partout dans le monde. En d'autres termes, ce que j'espère de mon intervention c'est qu'elle apportera une contribution à vos réflexions à la fois lorsqu'elle en rencontrera les enjeux, mais aussi lorsqu'elle tombera à plat, lorsqu'elle évoquera des points qui ne figurent pas parmi vos préoccupations principales — il me semble que faire apparaître et souligner des différences ou des absences est tout aussi intéressant que de pointer des convergences, et qu'il vaut la peine de s'interroger sur les raisons de ces différences ou absences. Si mon propos risque d'être décalé, j'espère tout au moins que le décalage ne sera pas improductif.

Mon propos sera divisé en trois parties. La première entend revenir brièvement sur la genèse du mouvement altermondialiste, et spécialement sur son caractère composite, qu'exprime l'expression parfois employée pour le désigner de « mouvement des mouvements ». La deuxième partie évoque également cette dimension de la composition du mouvement, mais sous un angle inverse, qui est la difficulté qu'il rencontre fréquemment à intégrer tous les éléments qu'il souhaiterait attirer à lui ; c'est une question qui se pose spécialement sous l'angle d'une certaine sélection sociale des effectifs militants du mouvement. La troisième partie de l'exposé se penchera sur les innovations ou rénovations des pratiques militantes dont le mouvement altermondialiste est le creuset, et notamment sur certaines limites de ces pratiques.

1. Mon premier point concerne ce que je propose d'appeler la constitution du mouvement altermondialiste. J'ai choisi ce terme de constitution parce qu'il désigne à la fois un processus et un état. Le processus, c'est celui qui a permis, il y a maintenant une dizaine d'années, qu'à partir de différents éléments — des ONG, des syndicats, des mouvements sociaux, des personnalités... — se forme une nouvelle composante de l'espace des luttes que l'on désigne donc comme le mouvement altermondialiste ; comme vous le savez, ce mouvement s'est constitué, s'est formé, s'est imposé dans les débats internationaux, au fil d'un processus de maintenant une dizaine d'années qui est passé par différentes étapes : la mobilisation de Seattle, les FSM qui se sont succédés au Brésil, en Inde ou au Kenya, les manifestations internationales contre la guerre en Irak, les campagnes menées en différents points du globe, etc.

L'état, c'est celui des rapports qu'entretiennent ces différents éléments une fois qu'ils ont été rassemblés — des rapports qui peuvent être plus ou moins solides ou fragiles, comme lorsqu'on dit d'une personne qu'elle est de constitution fragile ou robuste. Et je crois que c'est un des éléments centraux à prendre en compte aujourd'hui, après donc une dizaine d'années de mobilisations altermondialistes, de faire à la fois un bilan et de dresser un constat de l'état actuel de ce mouvement qui à la fois a réussi à obtenir des succès importants mais qui connaît aussi comme tout organisme vivant — pour conserver cette métaphore, qui vaut ce qu'elle vaut — des phases de croissance plus ou moins critiques ou faciles à surmonter. Pour le dire de manière un peu plus générale et sociologique, tout mouvement social — et évidemment le mouvement altermondialiste ne fait pas exception — est fait de la mise en rapports plus ou

moins étroits d'unités distinctes (qui peuvent être des personnes, des organisations, des courants d'idées, des causes...) qui à la fois lui donnent sa force quand elles parviennent à s'unir, mais qui constituent son point faible dès lors que cette unification faiblit et que chacune des unités commence à se désolidariser.

Comment cette unification s'est-elle réalisée dans le cas du mouvement altermondialiste ? Si l'on prend le cas français, on s'aperçoit que le mouvement est né à la fin des années 80 du regain de combativité qu'a connu le pays à partir du début de la décennie ; alors que les années 80 avaient été marquées par l'atonie militante, les années 90 ont vu surgir un ensemble de mobilisations nouvelles. Plus exactement, il s'agissait d'une combinaison d'ancien et de nouveau, puisque certains thèmes ou enjeux centraux dans les luttes des années 70 ont ré-émergé (je pense par exemple aux luttes féministes en défense de l'avortement ou pour la régularisation des sans-papiers), tandis que d'autres enjeux apparaissaient, comme la lutte contre le sida qui a permis au mouvement homosexuel de renaître, aux luttes pour le logement ou à la défense du service public. Les années 90 ont ainsi été rythmées par des mobilisations importantes : l'occupation de St-Bernard par les sans-papiers, l'occupation d'un immeuble rue du Dragon par Droit au logement, bien sûr le grand mouvement du service public en novembre-décembre 95, les occupations d'ANPE par les chômeurs en 97, les pétitions contre la loi Debré, la manifestation de Strasbourg contre le FN ou le démontage d'un McDo à Millau. Dans le même temps, et il ne faut surtout pas l'oublier, la période a été agitée par de fréquentes mobilisations dans le monde du travail, spécialement dans les services publics en voie de privatisation (France télécom, par exemple) ou dans l'industrie, souvent contre les plans sociaux. Le champ syndical s'est recomposé, certaines organisations suivi une pente davantage basée sur la négociation tandis que d'autres sont apparues ou se sont recomposées.

Ce qui est intéressant à remarquer c'est que la plupart des organisations qui ont menées cet ensemble de luttes se sont retrouvées à la fin des années 90 au sein du mouvement altermondialiste — j'ai fait exprès de citer le démontage du McDo par des militants de la Confédération paysanne — et on va retrouver la plupart d'entre elles parmi les membres fondateurs d'Attac. Leur point commun, et ce qui a permis leur rassemblement, est que ces différents mouvements témoignent de ce que certains ont appelé un retour de la question sociale. Malgré leurs différences, ils ont en effet en commun une dénonciation de la précarité croissante des fractions socialement et économiquement les plus fragilisées de la population

— une précarité dont nombre de mouvements étaient disposés à attribuer la responsabilité aux politiques néolibérales de déstabilisation du monde du travail et de démantèlement de l'Etat-providence (AC !, APEIS, MNCP, DAL, Droits devant...).

Le mouvement altermondialiste français naissant a également pu compter, dans cette identification d'un ennemi commun, sur le développement parallèle de cercles intellectuels de critique économique et sociale. On se rappelle que le mouvement de 95 a été marqué par un renouveau de l'engagement des intellectuels, avec l'opposition en la pétition de la revue *Esprit* en soutien à Nicole Notat qui soutenait le plan Juppé et celle de Bourdieu qui soutenait les grévistes. Par la suite, des groupes ou associations d'intellectuels, et surtout d'économistes, se sont constitués qui ont entrepris de critiquer ce qu'il était convenu dans la seconde moitié des années 90 de désigner comme « la pensée unique » et d'élaborer des pistes alternatives : Club Merleau-Ponty (fondé en 1994), Réseau d'alerte sur les inégalités (1995), Raisons d'agir (1995), Appel des économistes pour sortir de la pensée unique (1996), Observatoire de la mondialisation (1996) ou encore fondation Copernic (1998). Attac elle-même est exemplaire de cette dimension intellectuelle, puisqu'elle se définit comme une « association d'éducation populaire tournée vers l'action » et s'est dotée d'un conseil scientifique « garant de la rigueur scientifique » des études qu'elle produit et diffuse. Le fait que plusieurs journaux (*Le Monde diplomatique*, bien sûr, mais aussi *Politis*, *Charlie hebdo* ou *Alternatives économiques*) soient fondateurs d'Attac, comme les succès de librairie d'ouvrages critiques du libéralisme portent témoignage du poids des ressources intellectuelles dans la constitution de l'altermondialisme.

J'insiste sur cette dimension intellectuelle parce qu'elle a joué un rôle décisif — et pas seulement en France — dans la constitution du mouvement altermondialiste à partir de la réunion de composantes antérieurement éparses. La critique argumentée du néolibéralisme économique a permis à une grande diversité de mouvements, chacun actifs sur des terrains spécifiques, de s'unir contre un adversaire commun, une fois celui-ci identifié sous les traits de l'idéologie libérale et des organismes qui la mettent en œuvre, comme l'OMC, le FMI ou la Banque mondiale. Tout un ensemble de mouvements qui auparavant n'avaient pas ou peu de liens entre eux se sont rendus compte que leur adversaire était le même, en l'occurrence cette idéologie qui veut que l'ensemble du monde soit soumis aux règles du marché, et que l'ensemble des êtres qui le peuplent soient appréhendés comme des marchandises : l'écologie au travers de la privatisation des ressources naturelles et de l'imposition des semences

transgéniques ; le féminisme quand on prend en compte que partout dans le monde se sont les femmes qui sont les premières victimes de la mondialisation, spécialement parce que ce sont elles qui dans la sphère domestique doivent suppléer à l'absence de politique sociale ; la défense des services publics lorsqu'ils sont privatisés ou soumis à la concurrence ; la défense d'une agriculture écologique et capable de faire vivre les paysans contre la spéculation et la mise en concurrence internationale ; l'enseignement et la sciences lorsqu'ils sont envisagés uniquement comme des marchandises ; les migrations internationales quand elles sont liées à la paupérisation des pays étranglés par la dette ; la défense des plus pauvres lorsque les travailleurs sont mis en concurrence à l'échelle du globe via des délocalisations, etc. Tous ces mouvements ont rallié la dynamique altermondialiste, née de la critique du néolibéralisme par des cercles à la fois intellectuels et militants, parce qu'ils avaient un ennemi commun, parce que les problèmes auxquels ils s'affrontaient pouvaient être rapportés aux politiques économiques d'inspiration libérale.

D'une certaine manière, la puissance de la critique altermondialiste vient du principe classique que l'union fait la force. Et précisément les forums sociaux sont l'occasion de partager des expériences et pointer des convergences, de repérer des processus et des adversaires communs, afin d'envisager des mobilisations qui ne soient plus isolées les unes des autres, mais qui se coordonnent sans pour autant se fondre dans un grand tout où chacun perdrait son identité et ses spécificités. Il n'y a pas d'unification complète des composantes du forum, mais capacité à se coordonner et à se coaliser.

Mais évidemment, cette dimension composite peut aussi devenir une faiblesse dès lors que certaines composantes sont moins étroitement liées que d'autres, ou lorsqu'elles sont tentées de faire défection et de prendre leur distance de la dynamique d'ensemble pour faire cavalier seul. J'en prendrai trois exemples qui ne sont pas sans importance.

Le premier est celui de la composante féministe du mouvement altermondialiste. Ce qui est à noter, c'est que le féminisme a une longue tradition d'action au niveau international, et que la principale concrétisation récente de cet internationalisme féministe a été le lancement de la Marche mondiale des femmes à la fin des années 90. La Marche mondiale des femmes est assez exemplaire de ce que j'évoquais à l'instant : cette initiative s'est constituée à distance de l'altermondialisme, mais c'est en réalisant que les politiques néolibérales étaient au centre de leur combat que les féministes ont rallié l'altermondialisme, et notamment se sont inscrites dans le processus des forums sociaux mondiaux. Mais cette

intégration du féminisme à l'altermondialisme n'a en réalité été ni aussi naturelle, ni rapide, qu'on pourrait le croire. Comme c'est souvent le cas dans les mouvements sociaux, les féministes ont été confrontées à de multiples difficultés pour faire entendre leurs revendications et faire valoir leur point de vue auprès des autres composantes de l'altermondialisme, lesquelles sont le plus souvent dirigées par des hommes (d'où la dénonciations des tribunes composées majoritairement d'hommes blancs de plus de 50 ans). Au sein de la critique altermondialiste, l'articulation entre le sexisme et le néo-libéralisme est souvent ignorée, et lorsqu'elle ne l'est pas, les femmes sont avant tout présentées comme des victimes passives de la mondialisation, mais jamais comme des actrices qui ont un rôle politique à jouer. Trop souvent, les questions relatives aux rapports de genre sont perçues comme des questions *spécifiques* aux femmes, sans que soit prise en compte leur dimension transversale à l'ensemble des problèmes abordés par le mouvement. Le Forum social européen de Paris-Saint-Denis donne une bonne illustration des difficultés pointées par les féministes, puisqu'elles avaient souhaité organiser une journée spécifique, l'Assemblée européenne des femmes, sur le site du FSE et en utilisant son infrastructure organisationnelle, mais comme une initiative distincte, partie prenante du FSE tout en présentant des enjeux propres qui sinon auraient risqué d'être noyés et inaperçus dans le reste du forum.

Autre exemple significatif : tout le monde se rappelle de la polémique au même FSE de St-Denis sur la présence de Tarik Ramadan et d'organisations musulmanes lors de certains débats. C'est ainsi la question de l'intégration — ou pas — des organisations religieuses musulmanes qui a été posée et débattue, donc la question des frontières et des composantes du mouvement : qui est-ce qu'on accepte, qui est-ce qu'on refuse ? L'ironie du débat, en l'occurrence, est que l'argument de la laïcité a été mobilisé uniquement à propos des organisations musulmanes, mais jamais pour les organisations chrétiennes qui sont pourtant extrêmement présentes au sein des forums sociaux du fait de leur volet caritatif (cf. toutes les associations relevant de Caritas) ; et je n'ai jamais vu autant de cornettes de religieuses de toutes les couleurs qu'à l'ouverture du FSM de Nairobi.

Un dernier exemple : un des éléments du FSM de Nairobi qui a fait sensation a été le *queer spot*, c'est-à-dire l'atelier consacré à l'homosexualité. Dans un pays où l'homophobie est aussi dominante que le Kenya, que des femmes et des hommes homosexuels affirment publiquement leur identité et tiennent un discours politique sur leur orientation sexuelle a été un événement marquant dont tous les médias locaux se sont fait l'écho. Surtout cela a exigé

un grand courage des militants homos africains, car leur initiative a été confrontée à beaucoup d'hostilité latente et parfois explicite. Mais ce qui était surtout intéressant, c'est que contre l'idée dominante que l'homosexualité est une « perversion occidentale » et que « ce n'est pas africain », les animateurs du *queer spot* ont tenté de démontrer qu'il s'agissait bien d'une question africaine, que les diverses langues africaines avaient des mots pour désigner les rapports entre personnes de même sexe, que les anthropologues avaient étudié ça, etc. On voit là aussi qu'il y a une difficulté à intégrer les diverses composantes, que cela ne va pas de soi, qu'il y a un travail d'unification du mouvement à construire et à consolider en permanence.

L'exemple des homosexuels à Nairobi m'invite à pointer un autre point sensible, qui est celui des variations d'échelle et des contextes d'action. Autant la présence d'organisations homosexuelles va de soi en Europe ou en Amérique du Nord, autant on le voit elle fait débat et pose problème dans d'autres contextes (les gens qui se sont affichés publiquement ont pris de gros risques). De même, l'omniprésence religieuse m'a frappé à Nairobi, mais parce que je suis un occidental qui plus est originaire d'un pays où la laïcité est une valeur importante, mais c'était totalement méconnaître la réalité du paysage associatif ou militant africain que de s'en offusquer : les religieux étaient omniprésents parce que ce sont des ONG avec souvent une origine et du personnel religieux qui mènent une action de développement ou de lutte contre la pauvreté dans les pays les plus écrasés par le poids de la dette, et ce sont eux qui, étant les plus immédiatement confrontés aux effets des politiques néolibérales, sont les plus disposés et les mieux armés pour les combattre.

Un autre trait intéressant à Nairobi était que selon les thèmes la composition du public était différente, et en l'occurrence plus ou moins africaine ; les enjeux autour de la propriété et de l'usage de la terre rassemblaient le plus d'Africains, alors que ceux consacrés à l'annulation de la dette rassemblaient surtout des Occidentaux. On constate donc qu'on ne se pose pas mêmes problèmes partout, et que ces problèmes ne se posent pas de la même manière selon les espaces où se tiennent les forums, ou qu'ils ne sont pas perçus de la même façon. D'où un premier point important, qui est l'ancrage des diverses expressions du mouvement altermondialiste dans des contextes bien spécifiques. En d'autres termes, il faut rester circonspect devant la dimension « mondiale » ou « supranationale » que revendique le mouvement ou que certains veulent lui attribuer (par exemple lorsqu'on en fait l'expression d'une « société civile mondiale »). Certes, le mouvement a une vision large des problèmes ; certes il s'agit de s'attaquer à la mondialisation libérale — mais cela se fait à partir d'un point

de vue enraciné dans un contexte lui-même plus ou moins large ou restreint. Contrairement à ce que laisse croire l'image médiatique de militants « transnationaux » habitués à passer leur vie dans des avions d'un forum à un autre (il y en a, mais ils sont très peu nombreux), l'essentiel du mouvement altermondialiste est ancré, enraciné dans des cadres d'action délimités, qui restent en grande partie celui de l'Etat nation mais qui peuvent également en être distincts. Pour prendre un autre exemple, ce n'est pas du tout la même chose que d'être militant d'Attac en France, en Suède ou au Maroc.

En découle un second point, qui est celui des échelles pertinentes d'action. L'intérêt de la formule des forums sociaux est qu'elle est adaptable à des échelles très diverses, des forums locaux, régionaux, nationaux — au passage, c'est une spécificité à laquelle il faudrait réfléchir, il n'y a pas de forum social français alors que d'autres pays, comme les USA, ont des forums nationaux —, continentaux ou mondiaux. L'autre avantage est que la formule peut surmonter, précisément, des frontières nationales pour constituer des entités géographiques opposables aux identités étatiques : je pense au forum méditerranéen ou au forum social des Caraïbes. Et bien sûr le forum social du Pays basque relève de cette capacité à dépasser les cadres nationaux et à définir des problématiques sur un autre plan politique, identitaire ou géographique.

2. J'en viens à mon deuxième point, qui cette fois concerne un problème inverse : je viens de parler de l'hétérogénéité interne du mouvement, à la fois du point de vue de ses diverses composantes et de ses niveaux d'action ; je voudrais maintenant parler de sa relative homogénéité interne, c'est-à-dire le fait que le mouvement recrute l'essentiel de ses militants au sein des mêmes couches sociales.

C'est ce que montrent la plupart des études quantitatives sur le public des forums sociaux. Celle menée auprès des participants au FSE de St-Denis avait ainsi démontré leur profil relativement privilégié en termes à la fois économiques et culturels. Leur situation professionnelle apparaissait stable et assez favorisée puisque 46 % des actifs travaillaient dans le secteur public, et près de 42 % appartenaient aux cadres et professions intellectuelles supérieures et 44 % aux professions intermédiaires ; par contre les agriculteurs exploitants, les artisans et commerçants et chefs d'entreprise étaient très minoritaires — tout comme, et c'est plus embêtant pour le mouvement, les employés (8,4 % des actifs) et les ouvriers (2,2 %) alors que ces deux groupes représentent 56 % de la population active.

Situation relativement favorisée du point de vue culturel aussi, puisque les militants altermondialistes (ceux du moins qui ont participé au FSE, mais on retrouvait sensiblement les mêmes profils parmi les participants au contre-G8 d'Annemasse) sont fortement diplômés, et disposent donc des ressources intellectuelles nécessaires aux prises de position sur la mondialisation : 69 % d'entre eux sont diplômés de l'enseignement supérieur (51% ont un diplôme supérieur à bac + 3) contre un peu moins d'un tiers de Français de la même moyenne d'âge. En revanche, ce qui apparaissait intéressant dans cette étude, c'est que de nombreux jeunes diplômés se trouvaient en situation économiquement précaire, connaissant à la fois des emplois dans le public et des périodes de chômage ; on pouvait en déduire qu'il s'agissait en grande partie de gens ayant des emplois contractuels dans le secteur public — et donc des gens disposés à critiquer la logique de destruction du secteur public parce qu'ils en sont des victimes en quelque sorte exemplaires. Autre élément notable, ces militants sont en grande partie issus de milieux relativement protégés, souvent de la fonction publique, et spécialement de parents enseignants ou dans les professions du social. Enfin, un trait intéressant est que les militants altermondialistes — tels qu'ils ressortent de cette enquête tout au moins — sont des gens tournés vers l'international : beaucoup ont séjourné à l'étranger pour leurs études ou leur travail, et en moyennent ils pratiquent beaucoup plus les langues étrangères que la moyenne des Français.

Je me suis un peu arrêté sur ces chiffres — malgré qu'ils soient toujours un peu fastidieux — parce qu'ils sont riches d'enseignements. D'une part parce qu'ils contredisent frontalement l'idée qui a été répandue aux débuts du mouvement que l'altermondialisme témoignerait d'un repli souverainiste frileux sur le niveau national, qu'il relèverait d'une logique de peur de la mondialisation teintée de xénophobie latente (on a refait le coup au moment du TCE : voter non était un refus de l'autre teinté de nationalisme et de racisme). Autre version, les militants altermondialistes seraient des « perdants de la mondialisation » guidés par le ressentiment et tournés vers le passé (le coup, cette fois, des archaïques arc-boutés sur leurs privilèges acquis et qui refusent les transformations inéluctables de nos économies). Or on l'a vu ce sont des gens qui ne sont pas des perdants — même s'ils sont affectés par la précarisation des secteurs publics —, ils disposent de diplômes et de ressources, ils sont en situation relativement privilégiées dans le monde social ; de plus ce ne sont pas des souverainistes frileux ou xénophobes, à l'inverse ils sont tournés vers l'international. Le sociologue américain Sidney Tarrow a trouvé une formule pour désigner

les militants altermondialistes : ce sont des *cosmopolites enracinés*, au sens où ils sont tournés vers l'international mais enracinés dans un contexte national notamment via l'emploi dans le secteur public.

L'autre aspect dont témoignent ces chiffres est un peu plus décourageant. Il tient au fait que ce mouvement qui se veut critique des politiques qui produisent la pauvreté ne parvient que très difficilement à impliquer les premiers concernés, c'est-à-dire les couches sociales les plus précarisées : peu d'ouvriers et d'employés parmi le public du FSE ; de même, alors que le FSE de Saint-Denis se tenait dans des villes de banlieue populaire (St-Denis, Bobigny...), les couches populaires, y compris issues de l'immigration, n'ont que très peu participé, comme si les deux univers coexistaient sans se rencontrer. Et de ce point de vue les débats sur la présence des organisations musulmanes prend un sens particulier ; de même le Mouvement de l'immigration et des banlieues était présent, mais comme à distance, avec son propre chapiteau.

Autre exemple de cette difficulté, la polémique qui a traversé le FSM de Nairobi : le prix d'entrée au forum représentait une semaine de nourriture pour une famille des bidonvilles, autant dire qu'ils ne pouvaient pas se le permettre ; des organisations de pauvres (kenyanes, mais aussi françaises comme le réseau No Vox) ont protesté pour que les plus pauvres aient un accès gratuit — mais là se pose une autre question qui indique que ce n'est pas qu'une question économique qui ferme l'accès aux initiatives de ce type : les gens des bidonvilles n'allaient pas venir pour autant car c'est hors de leurs centres d'intérêts, la mondialisation est pour eux une figure bien abstraite et trop distante de leurs préoccupations immédiates de survie. Les seuls qui sont venus sont surtout des enfants, qui ont pillé un restaurant très cher dans l'enceinte du FSM avec le soutien de certaines organisations militantes (idée généreuse et médiatique de distribuer la nourriture réservée aux riches à des enfants pauvres), mais qui ont aussi opéré une razzia sur les petites radios qui servaient aux traductions et se sont livrés à divers larcins.

A un autre niveau, les militants africains qui se sont rendus à Nairobi racontaient tous que c'était des organisations ou des institutions occidentales qui leur avaient payé le billet d'avion et les frais de séjour au Kenya : certes ils ont pu participer à un forum qui les concernait au premier plan, mais les conditions de leur venue traduisaient une situation de dépendance à l'égard des pays riches. Il faut ainsi prendre en compte les conditions matérielles immédiates de la participation à ce type d'initiative.

La critique est en fait ancienne : la question avait été posée dès les premiers développements du mouvement avec la question « où était la couleur à Seattle ? », au sens des gens « non blancs » (les noirs, les chicanos) qui étaient largement absents de cette mobilisation. Un des aspects intéressants est que le mouvement altermondialiste américain ne s'est pas développé après cette mobilisation de Seattle, donc en territoire américain, mais n'a connu son premier forum social qu'en 2007 (la dynamique altermondialiste a en partie été détournée vers la contestation de la guerre dans ce pays). Ce 1^{er} forum social s'est tenu à Atlanta, et ses organisateurs ont précisément tenté de parer le risque d'un recrutement majoritaire dans les couches blanches intellectualisées ; ils ont donc sollicité de manière privilégiée des associations locales ou de défense de minorités — des associations amérindiennes, noires, des immigrants, des organisations de défense des mal logés ou de travailleurs précaires, et en veillant que ce soient dans la mesure du possible les premiers concernés qui s'expriment. Il s'agit à la fois d'un choix mais aussi d'un témoignage de l'état des mouvements sociaux aux USA : les mouvements de gauche radicale, par exemple inspirés par le marxisme, et le mouvement syndical ont été très affaiblis aux USA, et ce n'est pas eux — contrairement à ce qui se passe par exemple en France — qui sont les plus susceptibles de faire émerger une critique antilibérale, a fortiori anticapitaliste. Ensuite, la conséquence est que si on se base sur des mouvements relativement faibles, la critique que pourra faire émerger le mouvement altermondialiste ainsi conçu risque d'être elle-même faible.

L'enjeu est donc de parvenir à ouvrir le mouvement altermondialiste ; certes le fait qu'il soit dominé par des gens avec des ressources militantes et intellectuelles importantes est une garantie de sa richesse et de sa puissance critique. Mais en retour cela expose aux risques classiques de la dépossession politique des plus dominés, c'est-à-dire au fait que ce sont des gens extérieurs à leur groupe, et qui n'ont pas une expérience directe de la domination, qui parlent à leur place et qui pensent pouvoir défendre leurs intérêts à leur place. Or il y a toujours un risque quand on s'en remet à un porte-parole que ce porte-parole ne porte pas fidèlement sa parole, ne soit pas — parfois en toute bonne foi — un bon représentant. Comme disait Bourdieu, « il faut toujours risquer l'aliénation politique pour échapper à l'aliénation politique ». L'enjeu n'est pas de s'en désoler et de renoncer à faire quoi que ce soit, c'est d'en tirer les conséquences et d'être vigilant.

3. J'en viens à mon dernier point, qui porte davantage sur les pratiques militantes, et

spécialement sur la forme du forum. Le principe du forum, conformément à l'idée de la démocratie grecque et de l'agora, c'est celui de la confrontation des idées, du débat entre individus égaux, afin de décider de politiques communes. Cette notion d'égalité entre les différentes parties prenantes, on la retrouve également dans l'idée de fonctionnement en réseau, qui serait une garantie d'horizontalité. Il n'y aurait pas de chef, pas de rapports hiérarchiques, et chacun pourrait faire valoir ses positions ou, s'il est en désaccord, refuser plus ou moins temporairement de s'inscrire dans une dynamique collective, mais de manière à ne pas fragiliser le processus d'ensemble. Beaucoup d'observateurs — et notamment des journalistes — ont porté l'accent sur ce côté « nouveau » du militantisme altermondialiste, et sur le fait que les forums sociaux mondiaux ne prennent pas de décision, et que quand des décisions sont adoptées dans le mouvement c'est au consensus.

Parmi ceux qui ont le plus développé cette idée d'un mouvement horizontal et en réseau, on trouve les sociologues Luc Boltanski et Eve Chiapello lorsqu'ils interprètent dans *Le nouvel esprit du capitalisme* le développement des nouveaux modes de militantisme à la lumière des mutations du capitalisme. La contestation d'un capitalisme devenu « réticulaire », basé sur des connexions rapides entre petites unités flexibles (spécialement via la sous-traitance ou les délocalisation : les capitaux et les dirigeants sont à un endroit, l'entreprise à l'autre bout du monde), exigerait une critique isomorphe, organisée elle aussi sur le mode du réseau et amenant différentes unités contestataires à se coaliser ponctuellement dans la visée d'un « projet ». De la même manière que les nouvelles méthodes de management du « nouvel esprit du capitalisme » valoriseraient les rapports davantage « horizontaux » entre collaborateurs — les « petits chefs » ont disparu des entreprises, le tutoiement est de rigueur entre membres d'une même « équipe », etc. —, les mouvements sociaux adopteraient eux aussi la forme souple et flexible du « réseau » dépourvu de centre directeur et de bureaucratie.

Effectivement cette description correspond d'assez près à certains principes de fonctionnement du mouvement altermondialiste, mais je crois qu'il faut rester assez circonspect à la fois devant leur nouveauté supposée et surtout devant l'efficacité qu'on leur prête souvent un peu rapidement.

Le premier point est que cette nouveauté est peut-être surestimée. D'une part tout le mouvement altermondialiste ne fonctionne pas en réseau où les décisions se prennent au consensus. Si l'image peut correspondre à certains secteurs limités du mouvement, elle ne convient guère à ce qui constitue en France sa principale organisation, Attac, dont la direction

nationale a souvent été critiquée comme bureaucratique et hiérarchisée. Ensuite, il y a souvent une part normative dans l'opposition de l'ancien (hiérarchique, bureaucratique, autoritaire...) et du nouveau (horizontal, sans contrainte ni hiérarchie) : ce qui est aussi opposé, ce sont certains types de mouvements ou d'enjeux — en l'occurrence les syndicats et les revendications des salariés, qu'il est de bon ton de ringardiser. Dans cette opposition de l'ancien et du nouveau, ce qui est implicitement affirmé est qu'au temps des structures rigides, hiérarchisées et bureaucratisées — et dont les partis se revendiquant du communisme ou les syndicats seraient le paradigme et la survivance — aurait succédé celui des « collectifs », des « réseaux », marqués par l'égalité des statuts et le libre choix de ses modalités et intensités d'engagement. D'où le fréquent émerveillement des journalistes (et aussi, hélas, de certains sociologues) devant les « innovations protestataires » des « nouveaux militants » : alors que les « anciens militants » — c'est-à-dire, en premier lieu, des syndicats — et leurs formes d'action « traditionnelles » — prioritairement la grève — pècheraient par leur caractère routinier, leur absence d'humour et, bien sûr, la gêne qu'ils occasionnent aux usagers (pardon : des clients), les « nouveaux militants » se remarqueraient par leur capacité à mettre en scène les motifs de leur indignation et à mener des actions souriantes, comme les fêtes improvisées lors de visites de logements de « Jeudi noir », ou les déguisements de la BAC — la « Brigade d'action clownesque » — pendant les manifestations. Le problème c'est que les syndicats et les enjeux du monde du travail qu'ils portent restent prédominants, en termes d'effectifs mais aussi de généralité, dans notre société ; on l'a vu ne serait-ce qu'il y a deux jours : la grève et la manifestation à l'appel des organisations professionnelles restent ce qui pèse le plus. L'arbre de quelques groupes sympathiques et inventifs mais minoritaires ne doit pas masquer la forêt des luttes sociales.

Le deuxième point où j'inviterais à la circonspection est devant l'efficacité des nouveaux modes militants basés sur l'horizontalité, le consensus et l'informalité. Il se pourrait bien que la bureaucratie et la hiérarchie explicites soient dans la pratique gages de davantage de démocratie que l'informalité et l'horizontalité proclamées. Il arrive bien souvent que dans des collectifs qui se veulent égalitaires et ouverts à tous, et où chacun doit pouvoir exprimer librement son point de vue, on assiste à l'inverse à des processus de domination d'autant plus redoutables qu'ils sont niés, et qui sont basés sur le fait que tout le monde n'est pas a priori égal devant la prise de parole en public. L'informalité et l'« horizontalité » qui sont fréquemment promues comme garantes de plus grandes « ouverture » et « accessibilité » aux

militants se révèlent souvent hautement sélectives, car accessibles aux seuls individus qui disposent de suffisamment de compétence militante pour se sentir autorisés à intervenir dans les débats. Il s'agit d'un constat ancien de la sociologie que l'« informalité » promue par certains groupes tend dans les faits à exclure les personnes qui se sentent les moins légitimes à prendre la parole, et reproduisent tout en les niant les rapports de pouvoir et de monopolisation de la parole qu'ils prétendaient pourtant neutraliser.

Cette question des compétences et aptitudes (à parler en public, notamment) requises pour pleinement participer à un groupe militant rejoint celle de la sélection sociale de ses membres. En valorisant ou en sollicitant certaines dispositions ou propriétés sociales, et en en disqualifiant d'autres, les groupes militants produisent, souvent sans le vouloir ni en être conscients, la relative homogénéité de leurs effectifs, et induisent une exclusion des postulants par trop différents. « Trouver sa place » dans une organisation n'est pas forcément chose aisée lorsque règne la norme (car c'en est une) selon laquelle « chacun fait ce qu'il veut ». Ceux et celles les moins dotés en compétences militantes risquent alors de ne pas savoir quoi faire, et de s'effacer assez vite d'un groupe dont la logique, les codes, la sociabilité, les pratiques, leurs restent étrangers. Dans d'autres cas, ils se « feront une place » en « choisissant » de s'investir dans des pratiques de second plan, ne nécessitant pas une grande culture militante mais dans lesquelles peuvent se transposer des dispositions ou savoir-faire d'ordre non militant — activités de service, notamment, et cela spécialement chez les femmes.

De ce fait, on peut dire que « les associations choisissent leurs membres autant que ces derniers les choisissent ». Cette sélection, bien sûr, n'opère pas de manière explicite, mais s'accomplit le plus souvent dans et par la sociabilité militante, et s'exprime au travers de la capacité de l'aspirant activiste à « trouver sa place » au sein du groupe qu'il souhaite rejoindre. Des propos trop techniques, l'affirmation trop nette d'un entre soi militant restreint si ce n'est fermé, une attitude distante ou à l'inverse dont la familiarité contrevient aux normes de sociabilité de certains groupes, des démonstrations de virtuosité dans le maniement des références politiques ou intellectuelles, etc. peuvent décourager des bonnes volontés militantes — et je pense que l'homogénéité sociale du mouvement altermondialiste, entre autres mouvements, se joue dans des mécanismes de ce type.

L'enjeu n'est pas ici de dénoncer ou de démasquer les leaders des groupes qui prétendent en être dépourvus. Le plus souvent, l'ensemble des membres d'un groupe militant sait qu'en son sein certains occupent une place plus importante que les autres, notamment

parce qu'ils ont davantage de disponibilité et peuvent faire plus de choses, sont plus souvent présents au local, sont plus fréquemment sollicités comme porte-parole par les médias parce que déjà identifiés par eux, etc. L'enjeu est davantage d'être conscient que tout fonctionnement collectif est susceptible d'induire des phénomènes de concentration de l'information, de la représentation extérieure, des responsabilités — bref : du pouvoir —, et de ne pas être dupe de sa propre volonté, même la plus sincère, de fonctionner de la manière la plus égalitaire et collégiale possible. Et il se trouve que ce sont bien souvent les procédures les plus formelles qui permettent d'accéder à cette — toujours relative — égalité de participation et de traitement : présidence de réunion, tours de table plutôt que prise de parole spontanée, limitation du temps d'expression, etc., permettent beaucoup plus que la simple proclamation d'horizontalité et d'égalité de parer à la concentration des pouvoirs et à l'institution de petits chefs d'autant plus puissants qu'ils sont niés.

Vous aurez constaté que mon intervention ne portait pas sur le contenu même de la critique du néolibéralisme, pas plus qu'elle n'a porté sur la stratégie des mouvements sociaux. Il s'agit de ma part d'un choix délibéré : j'ai voulu apporter quelques éclairages tirés de la recherche sociologique sur le fonctionnement du mouvement, mais je ne crois pas avoir plus de légitimité que chacun d'entre nous ici pour affirmer ce que doit faire le mouvement altermondialiste, et tous les opposants aux politiques néolibérales, dans la période actuelle qui, avec la crise du capitalisme financier, donne une urgence et une pertinence toutes particulières à la critique de la mondialisation. Ce n'est pas d'en haut ou de l'extérieur, mais par le débat public, par la confrontation des points de vue, que les expressions de cette critique et la stratégie du mouvement doivent être définis. Conformément à la formule du forum, c'est pour cela que nous sommes réunis aujourd'hui.

Éléments de bibliographie

Eric Agrikoliansky, Isabelle Sommier (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste*, Paris, La Dispute, 2005.

Luc Boltanski, Evie Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

Critique internationale, n° 27, 2005, dossier « Les altermondialismes ».

Lilian Mathieu, « Un “nouveau militantisme” ? A propos de quelques idées reçues », *ContreTemps*, octobre 2008, <http://contretemps.eu/node/127>

Mobilization, vol. 13, n°4, 2008, dossier « The World Social Forum Process ».

Isabelle Sommier, Olivier Fillieule, Eric Agrikoliansky (dir.), *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe. Une perspective comparée*, Paris, Karthala, 2008.

Marie-Emmanuelle Pommerole, Johana Siméant (dir.), *Un autre monde à Nairobi*, Paris, Karthala, 2008.

Sidney Tarrow, *The New Transnational Activism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.